Catalogue 11-001F (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 31 août 2000
Pour être diffusé à 8 h 30

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Comptes nationaux économiques et financiers,** deuxième trimestre de 2000 2
  Le produit intérieur brut réel a augmenté de 1,1 % au deuxième trimestre. Il s'agit de la vingtième hausse consécutive. Les producteurs de matériel de technologie de pointe ont bénéficié des fortes ventes à l'exportation d'ordinateurs et de matériel connexe et d'un marché intérieur tout aussi robuste, compte tenu de la vigueur des investissements des entreprises pour les produits de technologie de pointe. Si l'on fait abstraction de l'impact des produits de technologie de pointe, l'économie a ralenti considérablement au deuxième trimestre, ne s'accroissant seulement que de 0,6 % au taux trimestriel comparativement à 1,4 % au premier trimestre.

- **Balance des paiements internationaux,** deuxième trimestre de 2000 9
  Pour un deuxième trimestre consécutif, le solde du compte courant du Canada a généré un excédent important, alors que l'excédent au chapitre des biens est demeuré à un sommet sans précédent. Cependant, s'établissant à 3,6 milliards de dollars (chiffre désaisonnalisé), l'excédent du compte courant a été en baisse de 1,3 milliard de dollars par rapport au premier trimestre, reflétant des déficits accrus au chapitre des revenus de placement et des services.

- **Produit intérieur brut par industrie au coût des facteurs,** juin 2000 15
  Le produit intérieur brut a progressé de 0,4 % en juin, après avoir enregistré une forte hausse de 0,7 % en mai.

NOUVEAUX PRODUITS 21

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS: septembre 2000 23

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Comptes nationaux économiques et financiers

Deuxième trimestre de 2000

Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 1,1 % au deuxième trimestre. Il s'agit de la vingtième hausse trimestrielle consécutive. Les producteurs de matériel de technologie de pointe ont bénéficié des fortes ventes à l'exportation d'ordinateurs et de matériel connexe et d'un marché intérieur tout aussi robuste, compte tenu de la vigueur des investissements des entreprises canadiennes pour les produits de technologie de pointe. Si l'on fait abstraction de l'impact des produits de technologie de pointe, l'économie a ralenti considérablement au deuxième trimestre, ne s'accroissant seulement que de 0,6 % au taux trimestriel comparativement à 1,4 % au premier trimestre. La construction de maisons neuves et le marché de la revente de maisons existantes étaient à la baisse, et les dépenses en produits de consommation connexes tels que les meubles et les appareils ménagers ont ralenti. Les dépenses reliées au climat comme les vêtements et le matériel de loisirs ont aussi été faibles, compte tenu d'un printemps pluvieux et plus frais que d'habitude.

Note aux lecteurs

Le produit intérieur brut (PIB) réel mesure les variations dans le volume de la production, selon des normes internationales, en évaluant la production aux prix constants d'une période de base donnée. Présentement, les estimations officielles du PIB réel du Canada sont mesurées aux prix de 1992. Statistique Canada met à jour l'année de base tous les cinq ans, quand toutes les données appropriées sont disponibles, et effectuera la conversion aux prix de 1997 lors de la publication des résultats du premier trimestre de 2001. Étant donné que les prix des produits de technologie de pointe ont chuté de façon importante depuis 1992, l'impact de la croissance dans ces produits peut être surévalué dans la mesure courante. Après conversion aux prix de 1997, les dépenses en produits de technologie de pointe demeureront le moteur de l'économie au deuxième trimestre même si le taux de croissance (après révision) de l'économie globale sera probablement moins élevé.

Produit intérieur brut aux prix de 1992[1]

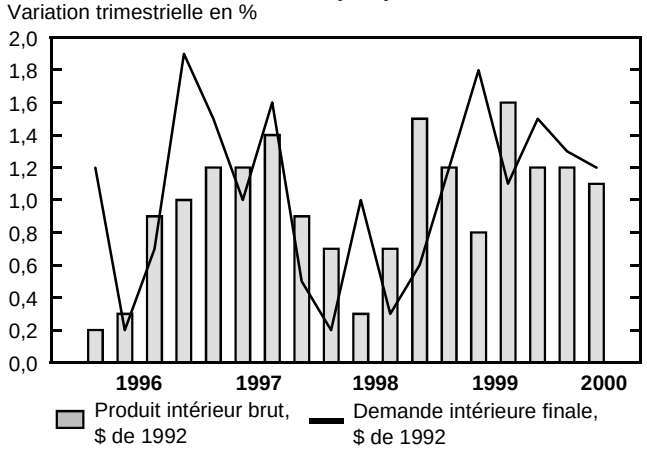
	Variation	Variation annualisée	Variation d'une année à l'autre
		%	
Premier trimestre de 1999	1,2	4,8	3,7
Deuxième trimestre de 1999	0,8	3,3	4,3
Troisième trimestre de 1999	1,6	6,5	5,2
Quatrième trimestre de 1999	1,2	5,1	4,9
Premier trimestre de 2000	1,2	5,1	5,0
Deuxième trimestre de 2000	1,1	4,7	5,3

[1] *La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.*

Les exportations ont continué de croître fortement au deuxième trimestre (+2,1 %), grâce aux exportations de matériel de technologie de pointe. Les exportations de biens et services autres que celles de produits de technologie de pointe ont diminué de 0,5 %.

Les investissements en machines et matériel des entreprises se sont accrus de 6,5 %, dominés par les ordinateurs et autre matériel de bureau. Les investissements en matériel de transport ont bondi de 11,6 %. Sans l'augmentation de l'investissement lié à la technologie de pointe, les investissements en machines et matériel des entreprises se sont accrus de 1,6 %.

La demande intérieure et le produit intérieur brut croissent de façon parallèle



Les investissements en construction résidentielle ont diminué de 2,9 %, la construction résidentielle neuve chutant de 5,2 %.

Les dépenses de consommation ont augmenté de 0,9 %, malgré un ralentissement dans quelques composantes clés telles que les automobiles neuves et

celles d'occasion ainsi que les meubles et les appareils ménagers. Il s'agit du sixième trimestre consécutif de croissance importante.

La croissance du revenu du travail s'est accélérée pour atteindre 2,5 %, grâce aux paiements versés par l'administration fédérale au chapitre de l'équité en matière d'emploi. Si l'on exclut ces paiements, la hausse du revenu du travail s'est établie à 1,4 %, un ralentissement par rapport au taux de 2,1 % observé au trimestre précédent.

Les revenus des administrations publiques ont continué de surpasser les dépenses, alors que le surplus dégagé par l'ensemble des administrations publiques est demeuré à environ 30 milliards de dollars pour un deuxième trimestre consécutif.

La croissance des bénéfices des sociétés en valeur nominale a ralenti quelque peu pour se fixer à 2,7 %, après cinq trimestres de croissance plus forte.

Les prix intérieurs tels que mesurés par l'indice de prix en chaîne du PIB ont augmenté de 1,4 % au deuxième trimestre, après une hausse de 1,1 % au premier. Cette augmentation est principalement attribuable aux paiements d'équité en matière d'emploi versés par l'administration fédérale au deuxième trimestre. À l'exclusion de ces paiements, les prix intérieurs auraient augmenté de 1,0 %, dénotant la stabilité sous-jacente des prix.

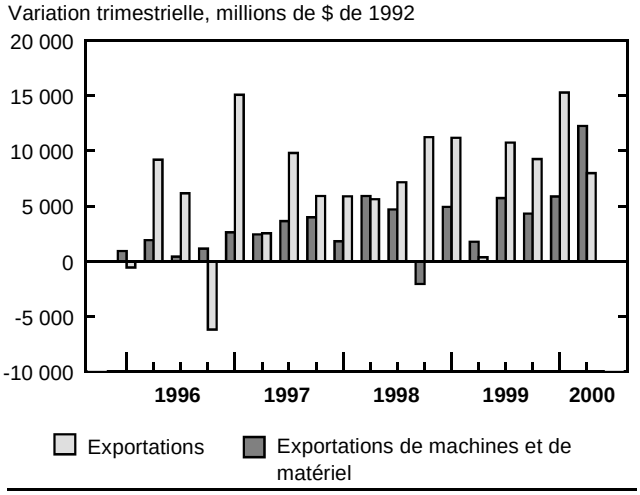
Vigueur persistante des exportations

Les exportations se sont accrues de 2,1 % au deuxième trimestre, après la très forte progression de 4,1 % au premier.

Les exportations de machines et de matériel ont bondi de 11,4 %. Les exportations de produits de technologie de pointe, plus spécifiquement, d'ordinateurs, de périphériques et de matériel de télécommunications ont été particulièrement fortes, représentant 12,2 % du total des exportations des biens et services en valeur nominale au deuxième trimestre par rapport à 10,9 % au premier.

Les exportations de biens et services autres que celles en produits de technologie de pointe ont diminué de 0,5 %. La baisse des exportations par rapport au trimestre précédent a touché principalement les produits énergétiques et les véhicules automobiles. Les exportations des produits énergétiques ont diminué fortement de 4,4 % parallèlement à la forte majoration des prix. Les exportations de véhicules automobiles ont baissé au deuxième trimestre, après trois trimestres de forte progression. Aux États-Unis, les dépenses personnelles pour les véhicules et les pièces automobiles ont reculé de 15,9 % au deuxième trimestre.

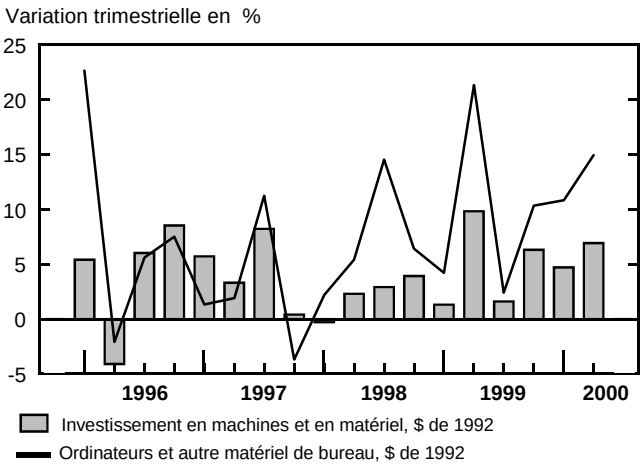
La croissance des exportations continue d'être stimulée par les machines et le matériel



Redressement des investissements en machines et matériel

Les investissements des entreprises en machines et matériel ont augmenté de 6,5 %, alors que ceux au chapitre de la construction non résidentielle ont connu un ralentissement.

L'investissement en produits de technologie de pointe bondit



Les investissements en ordinateurs et autre matériel de bureau ont enregistré une croissance à deux chiffres pour un troisième trimestre consécutif, prolongeant une période de vigoureuse croissance amorcée en 1998. Sans l'augmentation de l'investissement lié à la technologie de pointe, les investissements en

machines et matériel des entreprises ont augmenté de 1,6 %. Les investissements en autre équipement de transport se sont accrus de 11,6 %, une hausse liée aux importations d'équipement destiné au secteur du pétrole et du gaz naturel. Des bénéfices des sociétés élevés ont continué de favoriser l'apport de fonds pour les investissements en actifs de capital.

Le revenu du travail haussé par les paiements fédéraux d'équité en matière d'emploi

La croissance du revenu du travail en valeur nominale s'est accélérée au deuxième trimestre pour atteindre 2,5 %. Les salaires et les traitements versés par l'administration fédérale ont bondi de plus de 50 % en raison des paiements d'équité en matière d'emploi. Sans ces derniers, le taux de croissance du revenu du travail aurait été de 1,4 %. Le revenu des particuliers s'est accru fortement, et le taux de l'épargne a augmenté pour se fixer à 4,4 %.

L'excédent des administrations publiques demeure élevé

L'excédent de l'ensemble du secteur des administrations publiques s'est établi à 30,5 milliards de dollars, comparativement à 31,9 milliards de dollars au premier trimestre, et la dette des gouvernements sur les marchés financiers a encore baissé. Les revenus ont été haussés grâce aux prélèvements au chapitre de l'impôt des sociétés ainsi qu'aux royautés dans l'industrie du pétrole et du gaz à l'échelon provincial. L'excédent de l'administration fédérale s'est trouvé réduit par les paiements en matière d'équité salariale et par les transferts aux provinces, lesquels ont augmenté de presque 40 % au deuxième trimestre en raison de la libération de fonds supplémentaires au chapitre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux. Pour l'ensemble des administrations publiques, les dépenses effectuées par l'administration fédérale au chapitre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux ont été annulées par un revenu équivalent à l'échelon provincial, se traduisant par une vive remontée de l'excédent provincial.

Poursuite de la croissance des dépenses de consommation

Les dépenses de consommation ont augmenté de 0,9 %. Il s'agit du sixième trimestre consécutif de forte croissance. Le taux de croissance des dépenses de consommation en biens a diminué de plus de la moitié par rapport au premier trimestre, passant de 1,3 % à 0,5 %, alors que les dépenses de consommation en services ont progressé de 1,2 %.

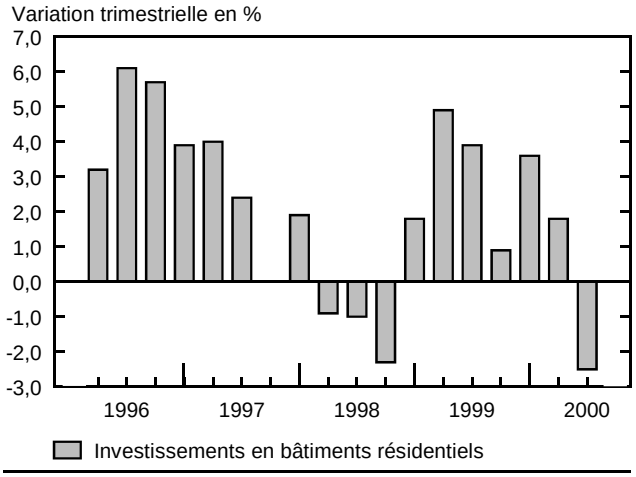
Les ventes de meubles et d'appareils ménagers ont ralenti, compte tenu d'une diminution des investissements dans l'habitation. Des conditions climatiques inhabituelles ont eu un effet négatif sur les dépenses en matériel de sport et de camping, en services de loisirs, en vêtements et chaussures et en boissons alcoolisées consommées dans les établissements licenciés. La demande personnelle pour le gaz naturel est demeurée forte étant donné le mauvais temps.

Repli des investissements en construction résidentielle

Les investissements dans l'habitation ont diminué de 2,9 % au deuxième trimestre. La valeur de la construction résidentielle neuve et celle des coûts de transfert de propriété ont diminué respectivement de 5,2 % et de 2,9 % au deuxième trimestre, tandis que l'activité au chapitre des rénovations ralentissait.

Les mises en chantier de logements sont tombées pour se situer à 142 100 unités, en baisse de presque 13 %. Il s'agit de la première diminution trimestrielle depuis le deuxième trimestre de 1998. C'est en Ontario que l'on a observé la baisse la plus forte, alors que les mises en chantier ont reculé de 14 000 unités, freinées par la grève des camionneurs livreurs de ciment dans le sud de la province. Les permis de bâtir résidentiels ont diminué de 7,4 %.

L'investissement dans l'habitation fléchit



Données stockées dans CANSIM: matrices 701 à 726, 728 à 735, 737 à 744, 748 à 750, 796, 797, 6520 à 6585, 6596 à 6624.

Le numéro du deuxième trimestre de 2000 des *Comptes nationaux des revenus et dépenses: estimations trimestrielles* (13-001-XPB, 44 $ / 145 $) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits.*

Des tableaux détaillés de données trimestrielles non désaisonnalisées et désaisonnalisées sur les comptes nationaux des revenus et dépenses (13-001-PPB, 50 $ / 180 $), les comptes des flux financiers (13-014-PPB, 50 $ / 180 $), les estimations du revenu du travail (13F0016XPB, 20 $ / 200 $) ainsi que des tableaux analytiques et des graphiques supplémentaires sont maintenant disponibles. On peut aussi se procurer l'ensemble complet des comptes des revenus et dépenses, les comptes des flux financiers trimestriels et les estimations mensuelles du revenu du travail sur disquette dès 8 h 30 le jour de la diffusion. Les disquettes (13-001-XDB, 125 $ / 500 $, 13-014-XDB, 300 $ / 1200 $ et 13F0016XDB, 250 $ / 1000 $) sont aussi en vente, à prix réduit (13-001-XDB, 25 $ / 100 $, 13-014-XDB, 60 $ / 240 $ et 13F0016XDB, 50 $ / 200 $), sept jours ouvrables après la parution officielle. Pour acheter ces produits, communiquez avec l'agent des Services à la clientèle au (613) 951-3810 (*iead-info-dcrd@statcan.ca*), Division des revenus et dépenses.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent d'information au (613) 951-3640, Division des comptes des revenus et dépenses.

Produit intérieur brut en termes de revenus

	1996	1997	1998	1999	Quatrième trimestre de 1999	Premier trimestre de 2000	Deuxième trimestre de 2000	Premier au deuxième trimestre de 2000
					données désaisonnalisées au taux annuel			
	millions de $							var. en % au taux trimestriel
Rémunération des salariés[1]	428 792	453 103	474 571	498 836	510 088	520 700	533 736	2,5
Bénéfices des sociétés avant impôts	79 135	86 512	81 671	101 032	113 056	121 884	125 184	2,7
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	6 110	6 656	6 931	8 489	9 356	9 252	9 596	3,7
Intérêts et revenus divers de placements	50 477	49 282	46 091	47 550	47 488	47 036	47 148	0,2
Revenu comptable net des exploitants agricoles au chapitre de la production agricole	3 895	1 655	1 689	1 977	2 296	2 676	2 896	8,2
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	49 248	54 618	57 638	59 845	60 548	61 984	62 544	0,9
Ajustement de la valeur des stocks[2]	-1 596	-731	-780	-2 880	-4 276	-3 744	-3 296	448
Produit intérieur net au coût des facteurs	616 061	651 095	667 811	714 849	738 556	759 788	777 808	2,4
Impôts indirects moins subventions	110 296	116 069	118 818	123 522	126 044	126 744	127 096	0,3
Provisions pour consommation de capital	106 087	111 005	115 545	120 098	122 144	123 744	125 316	1,3
Divergence statistique[2]	626	-248	-369	-558	-920	796	-808	-1 604
Produit intérieur brut aux prix du marché	**833 070**	**877 921**	**901 805**	**957 911**	**985 824**	**1 011 072**	**1 029 412**	**1,8**

[1] *Y compris solde et indemnités militaires.*
[2] *Pour ces rubriques, la colonne des variations montre le changement en millions de dollars.*

Produit intérieur brut en termes de dépenses

	1996	1997	1998	1999	Quatrième trimestre de 1999	Premier trimestre de 2000	Deuxième trimestre de 2000	Premier au deuxième trimestre de 2000
					données désaisonnalisées au taux annuel			
	millions de $ aux prix courants							var. en % au taux trimestriel
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	482 367	512 454	532 926	558 567	570 244	576 580	584 524	1,4
Biens durables	59 197	67 842	71 191	76 429	78 628	79 740	79 964	0,3
Biens semi-durables	42 766	44 828	47 234	49 515	50 128	51 056	51 260	0,4
Biens non durables	118 697	123 170	125 923	131 918	135 272	137 000	139 092	1,5
Services	261 707	276 614	288 578	300 705	306 216	308 784	314 208	1,8
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	171 644	171 744	175 864	179 999	181 976	184 752	192 076	4,0
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	19 154	18 534	18 221	20 189	21 200	21 860	22 452	2,7
Stocks des administrations publiques[1]	-2	5	-27	-3	52	4	-36	-40
Formation brute de capital fixe des entreprises	124 497	149 342	155 861	166 365	172 228	175 864	178 452	1,5
Bâtiments résidentiels	39 538	45 112	44 973	49 189	51 204	52 120	50 820	-2,5
Ouvrages non résidentiels	36 360	43 531	45 270	46 823	47 780	49 404	50 152	1,5
Machines et matériel	48 599	60 699	65 618	70 353	73 244	74 340	77 480	4,2
Investissement des entreprises en stocks[1]	2 341	10 590	5 767	3 887	9 320	7 556	8 364	808
Non agricoles[1]	1 577	11 639	6 248	3 923	9 472	8 720	9 480	760
Agricoles[1]	764	-1 049	-481	-36	-152	-1 164	-1 116	48
Exportations de biens et services	321 248	346 513	373 184	414 291	433 648	456 448	468 536	2,6
Biens	280 079	301 547	322 516	360 610	377 880	398 192	411 640	3,4
Services	41 169	44 966	50 668	53 681	55 768	58 256	56 896	-2,3
Moins: importations de biens et services	287 553	331 509	360 359	385 941	403 760	411 200	425 760	3,5
Biens	237 689	277 753	303 423	326 820	342 912	348 852	362 852	4,0
Services	49 864	53 756	56 936	59 121	60 848	62 348	62 908	0,9
Divergence statistique[1]	-626	248	368	557	916	-792	804	1 596
Produit intérieur brut aux prix du marché	**833 070**	**877 921**	**901 805**	**957 911**	**985 824**	**1 011 072**	**1 029 412**	**1,8**
Demande intérieure finale	797 662	852 074	882 872	925 120	945 648	959 056	977 504	1,9
	millions de $ aux prix de 1992							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	453 983	473 895	487 866	504 763	512 468	516 732	521 312	0,9
Biens durables	55 254	62 773	66 487	71 859	74 136	75 824	76 504	0,9
Biens semi-durables	42 524	43 831	45 751	47 103	47 544	48 572	48 728	0,3
Biens non durables	116 756	118 775	120 795	123 344	124 580	125 028	125 464	0,3
Services	239 449	248 516	254 833	262 457	266 208	267 308	270 616	1,2
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	164 104	162 053	164 725	166 905	167 968	169 268	169 656	0,2
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	18 642	18 196	18 448	21 380	22 848	23 924	24 892	4,0
Stocks des administrations publiques[1]	-2	3	-23	-3	44	4	-32	-36
Formation brute de capital fixe des entreprises	119 269	140 928	146 136	159 828	167 784	172 316	176 792	2,6
Bâtiments résidentiels	37 422	42 124	41 277	43 983	45 496	45 560	44 256	-2,9
Ouvrages non résidentiels	33 286	38 823	39 502	40 288	41 040	42 052	42 352	0,7
Machines et matériel	48 561	59 981	65 357	75 557	81 248	84 704	90 184	6,5
Investissement des entreprises en stocks[1]	2 017	9 925	5 856	4 457	9 168	7 820	7 456	-364
Non agricoles[1]	1 363	10 200	5 626	3 912	8 592	8 412	8 128	-284
Agricoles[1]	654	-275	230	545	576	-592	-672	-80
Exportations de biens et services	275 021	299 157	325 652	358 272	370 700	385 988	393 984	2,1
Biens	237 981	259 746	281 738	312 725	323 960	337 912	347 248	2,8
Services	37 040	39 411	43 914	45 547	46 740	48 076	46 736	-2,8
Moins: importations de biens et services	251 499	289 366	306 992	335 859	354 616	367 008	376 036	2,5
Biens	211 395	247 628	265 601	293 306	310 560	322 176	331 576	2,9
Services	40 104	41 738	41 391	42 553	44 056	44 832	44 460	-0,8
Divergence statistique[1]	-619	222	334	511	832	-712	716	1 428
Produit intérieur brut aux prix du marché	**780 916**	**815 013**	**842 002**	**880 254**	**897 196**	**908 332**	**918 740**	**1,1**
Demande intérieure finale	755 998	795 072	817 175	852 876	871 068	882 240	892 652	1,2

[1] *Pour ces rubriques, la colonne des variations montre le changement en millions de dollars.*

Comptes nationaux, indices de prix et de volume

	1996	1997	1998	1999	Quatrième trimestre de 1999	Premier trimestre de 2000	Deuxième trimestre de 2000	Premier au deuxième trimestre de 2000
					données désaisonnalisées			
	indices implicites de prix (1992=100)							var. en % au taux trimestriel
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	106,3	108,1	109,2	110,7	111,3	111,6	112,1	0,4
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	104,6	106,0	106,8	107,8	108,3	109,1	113,2	3,8
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	102,7	101,9	98,8	94,4	92,8	91,4	90,2	-1,3
Formation brute de capital fixe des entreprises	104,4	106,0	106,7	104,1	102,6	102,1	100,9	-1,2
Exportations de biens et services	116,8	115,8	114,6	115,6	117,0	118,3	118,9	0,5
Importations de biens et services	114,3	114,6	117,4	114,9	113,9	112,0	113,2	1,1
Produit intérieur brut	**106,7**	**107,7**	**107,1**	**108,8**	**109,9**	**111,3**	**112,0**	**0,6**
Demande intérieure finale	105,5	107,2	108,0	108,5	108,6	108,7	109,5	0,7
	indices de prix en chaîne (1992=100)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	106,5	108,2	109,6	111,2	111,8	112,2	112,8	0,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	104,8	106,1	106,8	108,0	108,7	109,5	113,6	3,7
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	106,3	107,5	107,2	106,8	106,2	106,5	107,9	1,3
Formation brute de capital fixe des entreprises	106,9	108,3	109,9	110,4	110,1	110,4	111,1	0,6
Exportations de biens et services	118,5	118,4	118,7	120,6	124,1	125,2	128,1	2,3
Importations de biens et services	116,7	118,0	122,5	122,6	123,0	122,3	124,5	1,8
Produit intérieur brut (stocks non compris)	**106,8**	**107,9**	**107,7**	**109,7**	**111,2**	**112,4**	**114,0**	**1,4**
Demande intérieure finale	106,1	107,7	109,0	110,2	110,7	111,2	112,5	1,2
	indices de volume en chaîne Fisher (1992=100)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	109,8	114,8	118,0	121,9	123,7	124,6	125,7	0,9
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	96,9	95,7	97,4	98,6	99,1	99,9	100,1	0,2
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	96,4	92,6	91,6	102,1	107,2	110,1	111,2	1,0
Formation brute de capital fixe des entreprises	109,2	129,7	133,2	141,3	145,5	147,8	149,1	0,8
Exportations de biens et services	143,2	154,6	165,9	181,2	187,1	195,2	196,5	0,6
Importations de biens et services	129,0	147,5	154,6	165,7	173,5	178,0	180,9	1,6
Produit intérieur brut	**111,7**	**116,7**	**120,0**	**125,2**	**127,7**	**129,5**	**130,3**	**0,6**
Demande intérieure finale	106,3	111,9	114,7	118,8	120,8	121,9	122,8	0,7

Tableau sommaire du marché financier

	1996	1997	1998	1999	Quatrième trimestre de 1999	Premier trimestre de 2000	Deuxième trimestre de 2000	Premier au deuxième trimestre de 2000
					données désaisonnalisées au taux annuel			
	millions de $							var. réelle
Particuliers et entreprises individuelles	**28 497**	**32 041**	**37 415**	**36 705**	**38 096**	**37 988**	**37 120**	**-868**
Financement								
Crédit à la consommation	7 464	9 067	10 049	10 387	10 432	10 724	10 900	176
Emprunts bancaires	1 097	775	3 473	2 244	2 756	2 412	3 628	1 216
Autres emprunts	4 412	5 508	6 937	6 101	6 684	6 412	4 416	-1 996
Hypothèques	15 524	16 691	16 956	17 973	18 224	18 440	18 176	-264
Sociétés privées non financières	**33 171**	**53 268**	**70 678**	**53 750**	**61 400**	**84 840**	**82 140**	**-2 700**
Financement								
Emprunts bancaires	-1 044	5 882	8 522	4 232	8 856	9 612	7 772	-1 840
Autres emprunts	2 965	4 090	5 560	5 997	9 196	8 104	7 524	-580
Autres effets à court terme	3 624	5 086	6 066	6 738	14 600	6 616	5 924	-692
Hypothèques	686	1 748	3 362	3 902	3 056	5 468	3 620	-1 848
Obligations	6 514	13 433	13 816	10 456	3 000	1 556	13 676	12 120
Actions	20 426	23 029	33 352	22 425	22 692	53 484	43 624	-9 860
Entreprises publiques non financières	**-3 000**	**-1 872**	**-2 701**	**-3 396**	**-3 132**	**-4 560**	**-992**	**3 568**
Financement								
Emprunts bancaires	-716	-654	81	-248	48	576	-188	-764
Autres emprunts	180	-246	-88	-49	-160	-652	384	1 036
Autres effets à court terme	994	2 212	-514	583	548	-5 736	2 640	8 376
Hypothèques	-2	5	-5	-12	-4	4	-8	-12
Obligations	-3 455	-3 188	-2 183	-3 676	-3 516	1 256	-3 936	-5 192
Actions	-1	-1	8	6	-48	-8	116	124
Administration fédérale	**12 366**	**-7 263**	**-9 903**	**3 493**	**17 484**	**-14 752**	**-7 468**	**7 284**
Financement								
Emprunts bancaires	-	120	120	106	128	188	104	-84
Autres emprunts	-	-	-	-	-	-	-	-
Effets à court terme - Canada	-20 777	-25 040	-19 370	357	-4 752	-4 404	-8 424	-4 020
Obligations d'épargne du Canada	2 031	-3 103	-2 957	-783	-1 972	-1 628	1 008	2 636
Obligations négociables	31 112	20 760	12 304	3 813	24 080	-8 908	-156	8 752
Autres paliers d'administration publique	**8 014**	**5 872**	**7 361**	**7 386**	**5 132**	**4 252**	**-13 268**	**-17 520**
Financement								
Emprunts bancaires	-112	146	155	56	-380	500	-364	-864
Autres emprunts	62	138	143	175	164	-92	68	160
Autres effets à court terme	-1 222	-2 182	1 195	2 686	2 148	3 764	-11 340	-15 104
Hypothèques	329	308	227	-8	-104	-92	80	172
Obligations provinciales	8 015	7 753	9 080	4 926	5 128	1 044	-2 644	-3 688
Obligations municipales	1 027	-337	-3 743	-464	-1 740	-876	836	1 712
Autres obligations	-85	46	304	15	-84	4	96	92
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	**79 048**	**82 046**	**102 850**	**97 938**	**118 980**	**107 768**	**97 532**	**-10 236**
Crédit à la consommation	7 464	9 067	10 049	10 387	10 432	10 724	10 900	176
Emprunts bancaires	-775	6 269	12 351	6 390	11 408	13 288	10 952	-2 336
Autres emprunts	7 619	9 490	12 552	12 224	15 884	13 772	12 392	-1 380
Effets à court terme - Canada	-20 777	-25 040	-19 370	357	-4 752	-4 404	-8 424	-4 020
Autres effets à court terme	3 396	5 116	6 747	10 007	17 296	4 644	-2 776	-7 420
Hypothèques	16 537	18 752	20 540	21 855	21 172	23 820	21 868	-1 952
Obligations	45 159	35 364	26 621	14 287	24 896	-7 552	8 880	16 432
Actions	20 425	23 028	33 360	22 431	22 644	53 476	43 740	-9 736

\- *Néant ou zéro.*

■

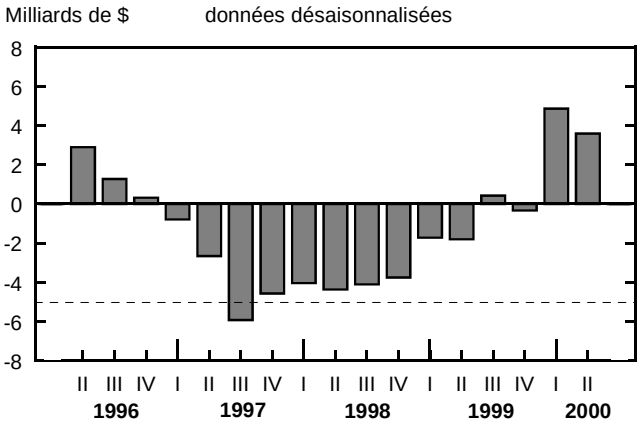
Balance des paiements internationaux

Deuxième trimestre de 2000

Pour un deuxième trimestre consécutif, le solde du compte courant du Canada a généré un excédent important, alors que l'excédent au chapitre des biens est demeuré à un sommet sans précédent. Cependant, s'établissant à 3,6 milliards de dollars (chiffre désaisonnalisé), l'excédent du compte courant a été en baisse de 1,3 milliard de dollars par rapport au premier trimestre, reflétant des déficits accrus au chapitre des revenus de placement et des services.

Le compte financier, qui n'est pas désaisonnalisé, a révélé que les investisseurs canadiens ont acquis un montant record d'investissements directs et d'investissements de portefeuille étrangers pour un deuxième trimestre consécutif. Le passif international du Canada a également progressé de façon spectaculaire, l'investissement direct étranger ayant plus que doublé par rapport au sommet trimestriel précédent. Plus de 60 % de cet investissement direct a été effectué pour l'acquisition d'entreprises canadiennes existantes. On a également observé une forte demande d'actions canadiennes chez les investisseurs de portefeuille étrangers, mais dans l'ensemble, les investissements de portefeuille ont été modestes, les avoirs étrangers en titres de créance ayant subi une réduction.

Solde du compte courant



Compte courant

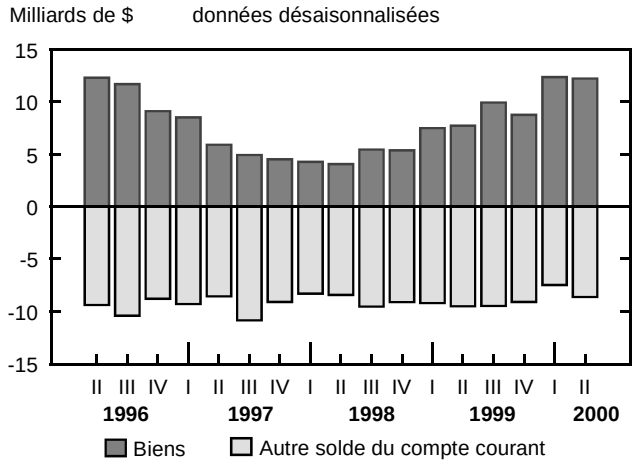
L'excédent des biens se maintient à un niveau élevé

Le commerce de biens du Canada a affiché un excédent de 12,2 milliards de dollars, résultat qui n'est que légèrement inférieur à l'excédent record de 12,3 milliards de dollars enregistré au premier trimestre. Tant les exportations (+3,4 milliards de dollars) que les importations (+3,5 milliards de dollars) ont fortement augmenté au deuxième trimestre.

Les importations de machines et de matériel ont enregistré une hausse record pour atteindre un nouveau sommet, suivies des importations de produits industriels et de pétrole brut, dont les achats ont également progressé. Une hausse de la demande de matériel de communications a caractérisé la progression enregistrée au chapitre des importations de produits industriels, qui a été accompagnée d'une augmentation considérable des importations de matériel de transport, qui comprennent le matériel servant à la production pétrolière en mer.

Au chapitre des exportations, des hausses très substantielles enregistrées dans le domaine du matériel de télécommunications ont constitué la moitié de la progression sans précédent qui a été observée dans les exportations de machines et de matériel. Les exportations de produits énergétiques, de divers biens industriels et de pièces d'automobiles ont également progressé. Toutefois, le résultat global a été partiellement neutralisé par un ralentissement, observé au deuxième trimestre, dans les exportations de voitures, de camions et de bois d'oeuvre.

Solde des biens et autre solde du compte courant



Augmentation des profits sur les investissements directs

Une augmentation de 0,3 milliard de dollars du déficit au chapitre des revenus de placement a principalement reflété la hausse des profits réalisés par les investisseurs directs étrangers au cours du deuxième trimestre. Cette hausse a porté le déficit au

chapitre des revenus de placement à près de 7 milliards de dollars, alors qu'il se situait à près de 8 milliards de dollars en 1999 et au cours de la deuxième moitié de 1998.

Les profits accrus des investisseurs étrangers étaient concentrés sur trois secteurs: les services financiers, le bois et le papier ainsi que le matériel de transport. Ces hausses ont plus que compensé une chute des paiements versés aux investisseurs étrangers dans le secteur de l'énergie, alors que ces paiements avaient été élevés au premier trimestre. Alors qu'en général les investisseurs directs canadiens ont enregistré des profits inférieurs sur leurs opérations à l'étranger, le secteur des communications a engendré des gains supérieurs.

Les services de voyage augmentent le déficit au chapitre des services

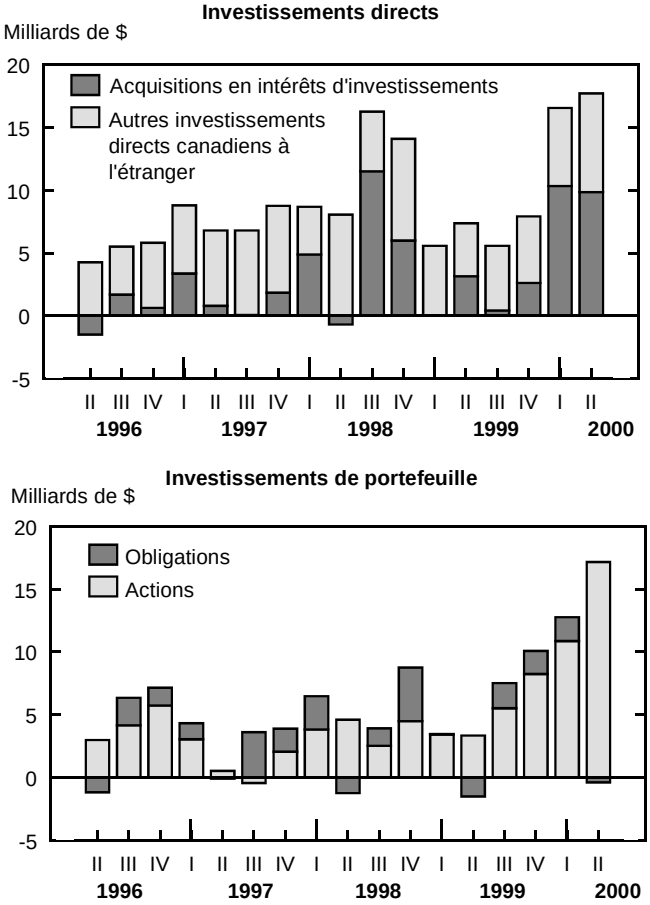
Le déficit au chapitre des voyages s'est approché de 0,6 milliard de dollars au deuxième trimestre, ce qui correspond aux niveaux qui avaient été observés durant la majeure partie de 1999, après avoir diminué pour se situer à 0,2 milliard de dollars au premier trimestre. Une diminution des dépenses des visiteurs américains (se déplaçant pour des raisons personnelles et pour affaires) a été à l'origine du déficit plus élevé au deuxième trimestre, alors que les dépenses des Canadiens sont restées en grande partie inchangées. Le déficit au chapitre des services de transport a également augmenté, tandis que le déficit au chapitre des services commerciaux a diminué, grâce principalement aux services financiers.

Compte de capital et compte financier

Les investisseurs canadiens directs et de portefeuille effectuent des placements substantiels à l'étranger

Pour un deuxième trimestre consécutif, les investisseurs canadiens directs et de portefeuille ont effectué des placements substantiels à l'étranger. Les entreprises canadiennes ont investi 17,7 milliards de dollars en investissements directs à l'étranger pour atteindre un nouveau sommet trimestriel. Un peu plus de la moitié des placements effectués à l'étranger est attribuable à l'acquisition d'entreprises étrangères existantes, un montant similaire aux acquisitions du premier trimestre. L'investissement a été le fait de l'ensemble des secteurs industriels, mais principalement des secteurs de la fabrication, de la technologie et de l'énergie. L'investissement a également été diffus du point de vue géographique, les États-Unis représentant environ la moitié des placements, et des parties importantes allant à l'Europe et à l'Asie.

Investissements canadiens à l'étranger[1]



[1] Signes renversés de la balance des paiements.

La demande de valeurs mobilières étrangères au Canada n'a pas fléchi; les investisseurs canadiens ont en effet accru le montant de leurs placements à chacun des quatre derniers trimestres. Les placements effectués au deuxième trimestre ont été consacrés entièrement à des actions (17,2 milliards de dollars), réparties à peu près également entre des titres d'outre-mer et des titres américains. Presque la moitié de ces investissements représentait des nouvelles actions de trésorerie émises par des sociétés étrangères pour faire l'acquisition d'entreprises canadiennes par l'entremise d'échanges d'actions. Le reste des investissements provenait de l'acquisition d'actions étrangères en circulation, principalement par des fonds

mutuels canadiens. L'investissement dans des actions étrangères effectué depuis le début de l'année se chiffre à 28 milliards de dollars; ce montant est de beaucoup supérieur au niveau record annuel de 20,5 milliards de dollars qui avait été enregistré en 1999.

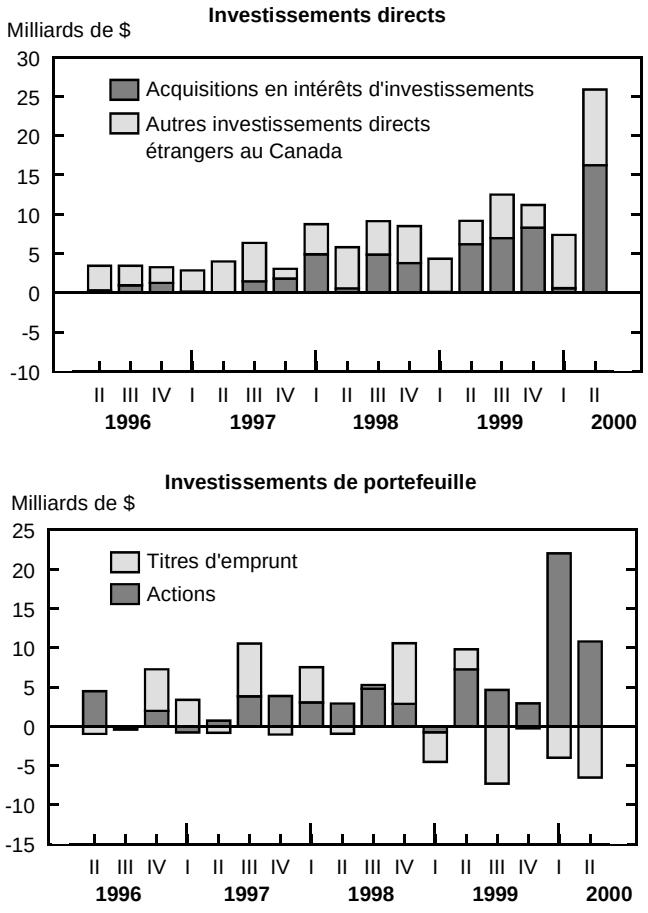
Augmentation importante d'autres actifs d'investissement

Des hausses importantes ont été enregistrées dans le cas d'autres actifs d'investissement, notamment pour les dépôts en devises étrangères effectués par les banques canadiennes vers leurs banques affiliées étrangères. Les actifs de prêt ont également augmenté, mais la hausse a été plus largement répartie, touchant notamment les rachats de prêts, les prêts accordés par les banques canadiennes et les prêts internationaux du gouvernement du Canada et des ses entreprises. Cependant, les avoirs de réserve internationaux du Canada ont été réduits pour la première fois en près de deux ans. Quant au dollar canadien, il a perdu un cent et demi par rapport au dollar américain, pour clôturer le trimestre à 67,54 cents américains.

Entrées sans précédent au chapitre des investissements directs étrangers

Les entreprises étrangères ont effectué un investissement massif de 25,9 milliards de dollars au Canada, ce qui fait plus que doubler le sommet atteint précédemment. Plus de 60 % de ces placements ont été effectués par des sociétés étrangères qui ont fait l'acquisition d'entreprises canadiennes existantes; cette activité avait été négligeable au premier trimestre, mais considérable en 1998 et en 1999. Par branche d'activité, cet investissement a été concentré sur deux groupes principaux: celui des autres industries (comprenant les produits électriques et électroniques) et celui des machines et du matériel de transport. Sur le plan géographique, les États-Unis et l'Europe continentale ont représenté 95 % des investissements effectués au Canada.

Investissements étrangers au Canada



Forte demande d'actions canadiennes

Quoique plus faible qu'au premier trimestre, la demande étrangère de portefeuilles d'actions canadiennes a encore été forte au deuxième trimestre. La majeure partie des investissements de 10,8 milliards de dollars dans des actions canadiennes a porté sur des actions du secteur de la technologie et a été le fait d'investisseurs américains. Au deuxième trimestre, les acquisitions effectuées par l'entremise d'échanges d'actions ont eu une incidence beaucoup moindre sur les investissements de portefeuille dans des actions canadiennes, étant donné qu'il y a eu des flux compensatoires. Cette situation tranche avec celle observée au premier trimestre, lorsque environ la moitié des investissements avaient été effectués par l'intermédiaire d'acquisitions de ce genre. Cette activité s'est déroulée dans un contexte où le cours des actions était généralement en hausse au Canada. Tout au long

de la première moitié de l'année, le cours des actions canadiennes a grimpé de 21 %, alors que le cours des actions américaines n'a pratiquement pas augmenté.

Par contraste avec les investissements de portefeuille dans des actions canadiennes, les avoirs étrangers en titres d'emprunts ont diminué. La valeur du portefeuille d'obligations canadiennes des investisseurs étrangers a été réduite pour un deuxième trimestre consécutif, les rachats ayant continué d'être supérieurs aux nouvelles émissions. Ce désinvestissement a porté entièrement sur des obligations du gouvernement canadien, les investisseurs étrangers ayant acheté une faible quantité d'obligations de sociétés. Les investisseurs étrangers ont également recommencé à se départir d'instruments du marché monétaire canadien, après avoir cessé de le faire pendant un trimestre. Ils ont ainsi réduit leurs avoirs au cours de cinq des six derniers trimestres.

Données stockées dans CANSIM: matrices 2325 à 2327, 2355, 2360 à 2377 et 3183.

Le numéro du deuxième trimestre de 2000 de *Balance des paiements internationaux du Canada* (67-001-XPB, 38 $ / 124 $; 67-001-XIB, 29 $ / 93 $) paraîtra sous peu. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Arthur Ridgeway au (613) 951-8907 ou avec Denis Caron au (613) 951-1861, Division de la balance des paiements. □

Balance des paiements internationaux

	Deuxième trimestre de 1999	Troisième trimestre de 1999	Quatrième trimestre de 1999	Premier trimestre de 2000	Deuxième trimestre de 2000	1998	1999
	données non désaisonnalisées						
	millions de $						
Compte courant							
Recettes							
Biens et services	102 162	104 971	108 161	111 864	118 781	371 365	412 364
Biens	89 285	89 119	96 185	99 588	104 828	322 517	360 609
Services	12 877	15 853	11 976	12 276	13 953	48 848	51 755
Revenus de placements	7 678	8 111	8 606	9 112	9 191	30 759	31 601
Investissements directs	3 280	4 176	4 365	4 811	4 655	13 419	14 942
Investissements de portefeuille	991	968	1 022	1 054	1 138	3 704	3 938
Autres investissements	3 407	2 966	3 219	3 247	3 398	13 636	12 722
Transferts courants	1 139	1 327	1 372	1 696	1 267	4 953	5 435
Recettes du compte courant	110 979	114 409	118 139	122 672	129 239	407 077	449 400
Paiements							
Biens et services	96 560	93 928	100 816	103 793	108 890	359 230	384 645
Biens	82 324	79 123	86 572	88 133	93 527	303 420	326 821
Services	14 236	14 805	14 245	15 660	15 363	55 809	57 824
Revenus de placements	15 577	16 228	15 983	16 652	16 394	59 917	63 768
Investissements directs	4 872	5 292	4 999	5 543	5 692	15 144	19 923
Investissements de portefeuille	7 447	7 598	7 582	7 334	7 471	30 543	30 159
Autres investissements	3 257	3 338	3 402	3 776	3 231	14 230	13 685
Transferts courants	832	1 008	1 062	1 487	832	4 185	4 433
Paiements du compte courant	112 969	111 164	117 862	121 932	126 116	423 331	452 846
Soldes							
Biens et services	5 602	11 043	7 344	8 071	9 891	12 135	27 719
Biens	6 961	9 996	9 613	11 455	11 301	19 097	33 788
Services	-1 359	1 047	-2 269	-3 384	-1 410	-6 961	-6 069
Revenus de placements	-7 899	-8 117	-7 377	-7 540	-7 203	-29 158	-32 167
Investissements directs	-1 592	-1 116	-634	-732	-1 037	-1 724	-4 981
Investissements de portefeuille	-6 456	-6 629	-6 560	-6 280	-6 333	-26 839	-26 221
Autres investissements	149	-372	-183	-528	167	-595	-964
Transferts courants	307	319	310	208	435	768	1 001
Solde du compte courant	-1 990	3 245	277	739	3 123	-16 255	-3 447
Compte capital et financier[1, 2]							
Compte capital	**1 307**	**1 496**	**1 149**	**1 243**	**1 267**	**4 933**	**5 091**
Compte financier	**-4 955**	**-10 109**	**-3 748**	**-7 089**	**-13 115**	**6 285**	**-11 393**
Actif du Canada, flux nets							
Investissements directs canadiens à l'étranger	-7 377	-5 582	-7 927	-16 552	-17 710	-46 410	-26 469
Investissements de portefeuille	-1 844	-7 508	-10 072	-12 757	-16 781	-22 497	-22 898
Obligations étrangères	1 508	-1 992	-1 836	-1 896	379	-7 064	-2 362
Actions étrangères	-3 352	-5 516	-8 237	-10 861	-17 159	-15 433	-20 536
Autres investissements	1 282	-12 682	-4 760	-1 293	-13 478	7 668	4 029
Prêts	1 260	-1 420	-2 867	3 242	-6 277	12 722	2 901
Dépôts	1 038	-11 488	3 438	823	-7 806	-4 912	8 339
Réserves internationales	-1 420	-131	-4 281	-4 010	1 022	-7 452	-8 818
Autres actifs	403	358	-1 050	-1 348	-416	7 309	1 607
Total de l'actif du Canada, flux nets	-7 939	-25 772	-22 759	-30 602	-47 968	-61 239	-45 338
Passif du Canada, flux nets							
Investissements directs étrangers au Canada	9 173	12 521	11 177	7 371	25 893	32 197	37 232
Investissements de portefeuille	9 803	-2 641	2 657	18 046	4 314	25 359	5 290
Obligations canadiennes	6 409	-3 466	1 475	-7 278	-4 807	11 677	4 643
Actions canadiennes	7 277	4 649	2 921	22 035	10 822	13 629	14 063
Instruments du marché monétaire canadien	-3 883	-3 824	-1 739	3 289	-1 701	53	-13 415
Autres investissements	-15 991	5 783	5 177	-1 904	4 646	9 968	-8 577
Emprunts	-593	2 454	2 969	-181	3 110	4 066	7 999
Dépôts	-16 048	2 181	2 977	-2 812	2 656	4 362	-19 179
Autres passifs	650	1 148	-769	1 090	-1 119	1 541	2 604
Total du passif du Canada, flux nets	2 984	15 663	19 011	23 513	34 853	67 524	33 946
Total du compte capital et financier, flux nets	**-3 648**	**-8 613**	**-2 600**	**-5 846**	**-11 848**	**11 218**	**-6 301**
Divergence statistique	5 638	5 368	2 323	5 107	8 725	5 037	9 748

[1] *Un signe négatif (-) indique une sortie de capital, provenant d'un accroissement des créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents.*

[2] *Les transactions sont enregistrées sur une base nette.*

Compte courant

	Deuxième trimestre de 1999	Troisième trimestre de 1999	Quatrième trimestre de 1999	Premier trimestre de 2000	Deuxième trimestre de 2000	1998	1999
	données désaisonnalisées						
	millions de $						
Recettes							
Biens et services							
Biens	87 294	92 296	94 465	99 548	102 910	322 517	360 609
Services	12 637	12 930	13 450	14 064	13 740	48 848	51 755
Voyages	3 567	3 711	3 917	4 165	3 771	13 986	15 114
Transports	2 278	2 365	2 491	2 644	2 589	8 882	9 385
Services commerciaux	6 542	6 585	6 776	7 004	7 120	25 039	26 227
Services gouvernementaux	250	269	266	251	260	941	1 029
Total	99 931	105 227	107 914	113 611	116 650	371 365	412 364
Revenus de placements							
Investissements directs	3 207	4 223	4 310	4 813	4 633	13 419	14 942
Intérêts	131	146	151	128	168	416	544
Bénéfices	3 076	4 077	4 160	4 686	4 466	13 003	14 398
Investissements de portefeuille	978	980	1 030	1 058	1 115	3 704	3 938
Intérêts	417	440	490	515	566	1 536	1 757
Dividendes	560	539	540	543	550	2 168	2 181
Autres investissements	3 384	2 961	3 178	3 338	3 359	13 636	12 722
Total	7 569	8 163	8 519	9 209	9 107	30 759	31 601
Transferts courants							
Privés	544	579	560	612	571	2 258	2 275
Officiels	609	747	800	1 087	699	2 695	3 159
Total	1 153	1 325	1 361	1 699	1 270	4 953	5 435
Total des recettes	108 653	114 715	117 794	124 520	127 027	407 077	449 400
Paiements							
Biens et services							
Biens	79 606	82 401	85 729	87 211	90 712	303 420	326 821
Services	14 297	14 484	14 865	15 228	15 378	55 809	57 824
Voyages	4 107	4 212	4 451	4 366	4 351	15 943	16 858
Transports	2 928	3 117	3 148	3 218	3 384	11 720	12 068
Services commerciaux	7 094	6 990	7 101	7 477	7 480	27 466	28 227
Services gouvernementaux	168	165	165	167	163	681	672
Total	93 904	96 886	100 594	102 439	106 090	359 230	384 645
Revenus de placements							
Investissements directs	4 776	5 360	5 420	5 012	5 603	15 144	19 923
Intérêts	401	405	398	397	393	1 595	1 607
Bénéfices	4 374	4 955	5 023	4 615	5 210	13 548	18 316
Investissements de portefeuille	7 451	7 597	7 577	7 336	7 474	30 543	30 159
Intérêts	7 161	7 313	7 299	7 048	7 186	29 300	29 016
Dividendes	290	284	279	288	288	1 242	1 143
Autres investissements	3 257	3 338	3 402	3 776	3 231	14 230	13 685
Total	15 484	16 296	16 400	16 124	16 309	59 917	63 768
Transferts courants							
Privé	543	554	571	580	586	2 067	2 194
Officiel	529	561	565	515	457	2 118	2 239
Total	1 072	1 115	1 137	1 095	1 043	4 185	4 433
Total des paiements	110 459	114 297	118 131	119 658	123 442	423 331	452 846
Soldes							
Biens et services							
Biens	7 688	9 895	8 736	12 336	12 198	19 097	33 788
Services	-1 660	-1 554	-1 416	-1 164	-1 638	-6 961	-6 069
Voyages	-540	-502	-534	-201	-579	-1 957	-1 744
Transports	-651	-752	-657	-574	-795	-2 837	-2 683
Services commerciaux	-551	-404	-325	-473	-360	-2 427	-2 001
Services gouvernementaux	82	104	101	84	96	260	358
Total	6 027	8 341	7 320	11 172	10 560	12 135	27 719
Revenus de placements							
Investissements directs	-1 569	-1 137	-1 110	-198	-970	-1 724	-4 981
Intérêts	-270	-259	-247	-269	-226	-1 179	-1 064
Bénéfices	-1 298	-878	-863	71	-745	-545	-3 918
Investissements de portefeuille	-6 473	-6 618	-6 547	-6 279	-6 359	-26 839	-26 221
Intérêts	-6 743	-6 873	-6 809	-6 534	-6 621	-27 765	-27 259
Dividendes	270	255	262	255	262	926	1 037
Autres investissements	127	-377	-224	-437	128	-595	-964
Total	-7 914	-8 132	-7 881	-6 914	-7 201	-29 158	-32 167
Transferts courants							
Privés	1	25	-11	32	-15	191	81
Officiels	80	185	235	572	242	577	920
Total	81	210	224	604	227	768	1 001
Compte courant	**-1 806**	**419**	**-337**	**4 861**	**3 586**	**-16 255**	**-3 447**

■

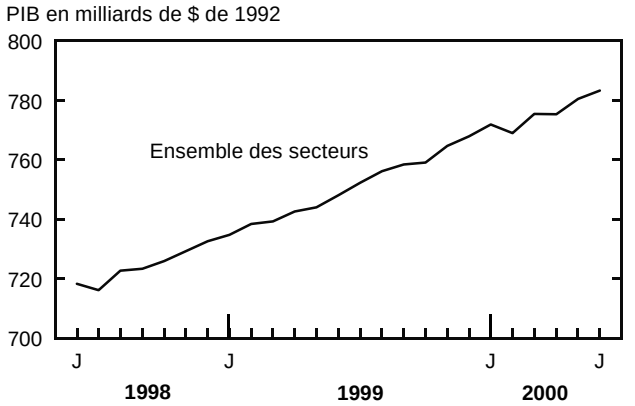
Produit intérieur brut par industrie au coût des facteurs

Juin 2000

Le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 0,4 % en juin, après avoir enregistré une forte hausse de 0,7 % en mai.

Le secteur de fabrication a été à l'origine d'environ le tiers de la croissance globale, le reste ayant été attribuable au commerce de gros, aux services aux entreprises, aux services de télécommunications et à la fin d'une grève qui a contribué à accroître les activités du secteur de la construction. Le commerce de détail a affiché une légère hausse au cours du dernier mois, tandis que le secteur minier n'a pratiquement pas bougé. Les fluctuations des activités boursières ont entraîné un repli du secteur financier, et les services publics ont réduit leur production.

L'économie clôt le trimestre sur une note positive



La fabrication et le commerce de gros d'ordinateurs et de périphériques ont contribué de façon significative à la progression de l'économie en mai et en juin. Si on exclut cette composante, la croissance dans le reste de l'économie a été plus modeste, se chiffrant à 0,6 % en mai et à 0,2 % en juin.

Le secteur de la fabrication s'appuie sur la forte progression enregistrée en mai

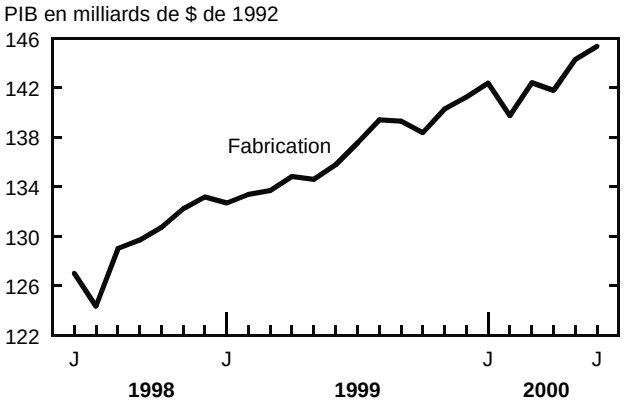
La production manufacturière est demeurée vigoureuse en juin, augmentant de 0,7 % après s'être accrue de 1,8 % le mois précédent, poursuivant ainsi la tendance à la hausse marquée observée au cours des 18 derniers mois. Une forte demande étrangère de produits électriques et électroniques, ainsi que de pièces de véhicules automobiles a constitué la principale

Note aux lecteurs

Le produit intérieur brut (PIB) d'une industrie est la valeur ajoutée par la main-d'oeuvre et le capital dans la transformation des intrants achetés auprès d'autres producteurs de produits et services. Le PIB mensuel est évalué aux prix de 1992. Les estimations fournies ici sont désaisonnalisées au taux annuel.

cause de cette dernière progression mensuelle, bien que les fabricants de produits chimiques, de produits métalliques de même que les secteurs de l'impression et de l'édition aient également relevé leur production. Des baisses ont été observées dans les secteurs de la fabrication de produits en bois, de meubles et de vêtements. Globalement, 13 des 22 grands groupes, à l'origine d'environ 81 % de la production manufacturière totale, ont affiché une croissance en juin.

La fabrication augmente après une forte progression en mai



La production de matériel électrique et électronique a grimpé de 2,2 %. Il s'agit d'une huitième hausse mensuelle consécutive. Cette dernière hausse a été stimulée par un nouveau bond (+14,1 %) de la production d'ordinateurs et de périphériques, le dernier d'une série d'augmentations qui s'est traduite par une expansion de 54 % au chapitre de la production de ce secteur depuis janvier. Cette progression a été atténuée par un fléchissement de la production de matériel de télécommunications, laquelle avait enregistré une forte hausse au cours des quatre mois antérieurs.

La fabrication de produits automobiles s'est accrue de 1,6 % en juin. Si les fabricants d'automobiles et de camions ont essentiellement maintenu le rythme de production du mois précédent, les fabricants de pièces ont vu leur production bondir de 3,2 %, principalement pour répondre à la forte demande d'exportation des constructeurs d'automobiles américains. Ce sont

les fabricants de moteurs et de pièces diverses de véhicules automobiles qui ont affiché la croissance la plus marquée.

Dans les autres secteurs de fabrication de matériel de transport, la production d'aéronefs et de pièces d'aéronefs a augmenté de 0,8 % en juin, en dépit d'une grève d'une semaine en Ontario. Les mises à pied provoquées par la diminution de la demande de wagons ont restreint la production dans le secteur du matériel ferroviaire roulant pour un troisième mois consécutif, tandis que la construction navale chutait de 6,1 %.

La fabrication de produits métalliques et de produits minéraux non métalliques a rebondi de 2,0 % et de 1,5 % respectivement, ces hausses allant de pair avec l'augmentation des activités du secteur de la construction. Les fabricants de matériel et d'outils, de structures métalliques, de béton et de ciment préparé ont tous accru leur production après avoir montré des signes de faiblesse au cours d'avril et de mai.

La production de produits chimiques a augmenté de 2,9 % en juin, principalement en raison de la production accrue de produits chimiques organiques et de produits pharmaceutiques. Dans le premier cas, la progression a été attribuable à la réouverture d'une usine à la suite d'un arrêt des activités pour des fins d'entretien en avril et en mai.

La production des scieries a chuté de 5,3 % en juin, certains producteurs ayant observé un temps d'arrêt et plusieurs scieries de la côte de la Colombie-Britannique ayant fermé leurs portes en raison d'une grève dans le secteur de l'exploitation forestière. Il s'agit là d'un troisième recul mensuel, qui a fait baisser la production de 1,9 % au deuxième trimestre et qui va de pair avec un repli de 1,7 % au chapitre des exportations de bois d'oeuvre au cours de la même période. En juin, les mises en chantier résidentielles ont accusé une quatrième baisse mensuelle consécutive au Canada. Cette diminution est toutefois moins marquée qu'aux États-Unis, où les mises en chantier ont fléchi pour une quatrième fois en six mois.

La production de meubles a diminué de 1,8 % en juin, ce recul ne neutralisant que partiellement les hausses appréciables des trois mois précédents. La production de meubles et d'accessoires de bureau et d'autres articles d'ameublement s'est contractée, tandis que la production de meubles de maison a enregistré une deuxième hausse mensuelle.

La production de vêtements a fléchi de 2,0 % en juin, surtout en raison d'une forte baisse de la confection de vêtements pour enfants attribuable à la fermeture d'une usine. La production de vêtements pour femmes a également accusé un recul, bien que cette baisse ait été contrebalancée par une augmentation de la production de vêtements divers. La production des brasseries a baissé pour un troisième mois, le temps frais ayant réduit la consommation de bière.

Les ventes d'ordinateurs entraînent une croissance vigoureuse du commerce de gros

L'augmentation de 1,6 % des ventes de gros en juin a été presque entièrement attribuable à la forte progression de la distribution d'ordinateurs et de logiciels. Ce groupe, qui avait marqué une pause dans les mois du passage à l'an 2000, a récemment repris la voie de la croissance vigoureuse qui l'avait caractérisé au cours des trois années antérieures. La plupart des autres groupes du commerce de gros ont déclaré un ralentissement de leurs activités en juin, les baisses les plus marquées ayant été observées chez les distributeurs de carburant, de meubles, d'alcool et de produits du tabac.

Les détaillants affichent une légère augmentation des activités

Après la baisse d'avril et la stagnation de mai, les ventes au détail ont atteint le niveau enregistré en mars grâce à une hausse de 0,4 %. Après deux mois médiocres, les concessionnaires d'automobiles ont déclaré des ventes élevées qui ont poussé celles-ci aux niveaux enregistrés en janvier. La faiblesse des ventes d'automobiles a été à l'origine de la morosité du commerce de détail depuis le début de l'année. Les grands magasins ont également intensifié leurs activités en juin. Cette croissance a été partiellement contrebalancée par une baisse des ventes des stations-service et des établissements spécialisés dans la vente de pièces d'automobiles.

Les fournisseurs de services aux entreprises maintiennent une croissance soutenue

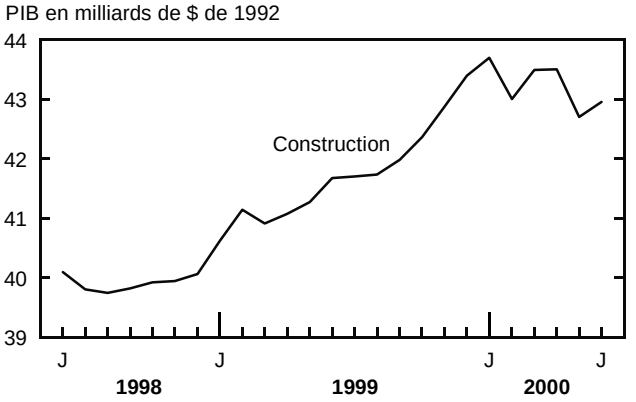
Les services aux entreprises se sont accrus de 0,9 % en juin. Il s'agit de la progression la plus forte des cinq hausses consécutives ayant fait suite à la pause observée en janvier. Cette dernière augmentation s'explique par la forte croissance des agences de travail temporaire et de placement, des bureaux d'architectes, des bureaux de génie, des entreprises scientifiques et des entreprises de conseillers en informatique.

La fin de la grève des chauffeurs de camions de ciment donne un coup de pouce au secteur de la construction

Les activités sur les chantiers de construction se sont intensifiées en juin, après la fin de la grève

de quelque 600 chauffeurs de camions de ciment au cours de la première moitié du mois. Cette grève avait sensiblement ralenti les activités dans l'importante région métropolitaine de Toronto. La fin de la grève semble avoir donné de l'essor aux projets commerciaux, industriels et institutionnels, ainsi qu'aux travaux de génie. Cependant, malgré la résolution du conflit de travail, la construction résidentielle n'a pas progressé de façon marquée en Ontario, et un nouveau fléchissement de ce secteur au Québec s'est soldé par une baisse globale des activités de construction résidentielle. En fait, les mises en chantier au Québec ont atteint, en juin, leur plus bas niveau depuis près de deux ans et demi.

Reprise partielle de la construction



L'augmentation de la production minière est neutralisée par le repli des activités pétrolières

La production du secteur minier a enregistré une légère hausse de 0,1 % en juin, la croissance de l'activité d'extraction minière ayant été largement neutralisée par la faiblesse de la production de pétrole brut et des services de forage et de montage. Cette légère augmentation est néanmoins la treizième hausse au cours des quatorze derniers mois, cette progression soutenue étant, dans une large mesure, attribuable à la croissance des activités pétrolières.

La production des mines métalliques s'est accrue en juin, grâce à l'intensification des activités d'extraction d'or, de cuivre, de nickel et d'uranium, qui s'explique par l'expansion récente des activités et la réouverture de mines. Ces augmentations ont été contrebalancées par une diminution de la production de fer et de zinc.

On a observé également une très forte production des mines non métalliques en juin. La production de potasse a considérablement augmenté en raison d'une demande étrangère accrue. Toutefois, la production de diamants a accusé un recul en juin.

La production de pétrole brut a légèrement diminué en juin. En revanche, la production de gaz naturel a augmenté de façon marquée, ce qui reflète la circulation accrue du gaz naturel de l'est et du nord du Canada. Les services de forage et de montage ont reculé pour un deuxième mois consécutif, les entreprises n'ayant pas réussi à maintenir le rythme de croissance rapide établi au cours des quatre premiers mois de l'année. Malgré les baisses récentes, la production de cette industrie en juin était de 61,2 % supérieure au niveau de 1999.

Le fléchissement de l'activité boursière fait baisser la production du secteur financier

Le secteur financier, généralement caractérisé par la pondération, a accusé un recul de 0,9 % en juin en raison du fléchissement des activités des banques, des courtiers en valeurs mobilières et des bourses. Récemment, ce secteur a connu une instabilité plus prononcée provoquée par les fluctuations records du volume des transactions des principales bourses. Après la montée en flèche du premier trimestre, la valeur des transactions à la Bourse de Toronto est retombée pour atteindre des niveaux plus normaux.

Repli des activités des services publics

La production des services publics a baissé de 0,7 % en juin, après avoir enregistré des hausses importantes en avril et en mai. Cette diminution a été notamment attribuable à une baisse de 1,1 % de la production d'électricité, les températures inférieures à la normale en juin ayant réduit la demande de climatisation. Toutefois, les services de distribution de gaz, davantage axés sur le chauffage, ont affiché une hausse de 1,5 %, grâce à une augmentation de la consommation de toutes les catégories de client, exception faite des clients industriels.

Autres branches d'activité

La grève de 12 000 bûcherons en Colombie-Britannique a fait baisser de 3,5 % la production du secteur forestier en juin. Les activités des services de communications se sont accrues de 0,9 % en juin, sous l'effet d'une croissance soutenue des services téléphoniques. Toutefois, le fléchissement de la demande de services postaux a atténué en partie cette hausse.

Profil de l'activité - deuxième trimestre

Le produit intérieur brut a continué de progresser à un rythme similaire à celui des deux trimestres précédents. La production canadienne a été largement animée par une forte demande étrangère et des investissements intérieurs au chapitre des machines et du matériel. La croissance économique a été stimulée par un essor marqué de plusieurs industries de technologie de pointe (fabricants de produits électriques et électroniques, entreprises de télécommunications et fournisseurs de services informatiques). Le commerce de gros, les services aux entreprises et la production de pétrole et de gaz ont également fait preuve de vigueur. Toutefois, la croissance au deuxième trimestre a été restreinte par un ralentissement des activités de la construction attribuable à une grève des chauffeurs de camions de ciment à Toronto, par le fléchissement de la production de véhicules automobiles et par un ralentissement des activités du commerce de détail et du secteur financier.

La production manufacturière totale s'est accrue de 1,6 % au deuxième trimestre. Il s'agit là d'un taux de croissance supérieur à ceux des deux trimestres précédents, mais nettement inférieur au bond de 2,7 % attribuable à l'industrie automobile enregistré au troisième trimestre de 1999. La vitalité du secteur de la fabrication s'est appuyée sur la fabrication de produits électriques et électroniques, qui a fait un bond de 9,9 %, principalement le matériel de télécommunications et le matériel informatique. En particulier, la fabrication de matériel informatique s'est accrue de plus de 30 %, représentant plus d'un tiers de la croissance totale du secteur de la fabrication au deuxième trimestre. Les industries de la production de meubles (+7,2 %), de l'édition (+13,8 %), de la fabrication de machines (+1,7 %), de vêtements (+3,4 %), de pneus (+4,5 %) et de produits alimentaires (+2,8 %) ont également affiché de fortes augmentations. Ces hausses ont été partiellement contrebalancées par la diminution de la production de nombreuses industries manufacturières, notamment celles des véhicules automobiles (-2,7 %), des produits en bois (-0,5 %), des boissons (-1,4 %), des textiles (-1,6 %) et du plastique (-3,2 %). Globalement, 11 des 22 grands groupes du secteur de la fabrication, qui représentent 59 % de la production manufacturière totale, ont accru leur production.

Les activités du secteur de la construction ont reculé de 0,8 % au cours de la période allant d'avril à juin, les travaux de construction résidentielle et non résidentielle ayant diminué, partiellement sous l'effet d'une longue grève des chauffeurs de camions de ciment de la région de Toronto. En outre, le nombre de mises en chantier en Ontario à l'extérieur de la région torontoise et au Québec a diminué pendant le trimestre.

La forte croissance du commerce de gros s'est fondée sur les ventes d'ordinateurs, qui ont atteint leur niveau le plus élevé depuis le deuxième trimestre de 1999. Si on exclut les ventes d'ordinateurs, le commerce de gros a légèrement diminué lors du deuxième trimestre. Après être entrés en force dans l'an 2000, les détaillants ont enregistré un ralentissement de la croissance au deuxième trimestre (+0,3 %), en raison de la stagnation des ventes d'automobiles. Les services de communications ont poursuivi leur croissance vigoureuse (en hausse de 2,9 % au deuxième trimestre), notamment grâce aux entreprises de télécommunications et aux câblodistributeurs. Les fournisseurs de services aux entreprises ont profité d'une demande robuste au deuxième trimestre et ont affiché une hausse des activités de 2,1 % dans divers secteurs comme les services de génie, les services informatiques et les services de publicité. L'effervescence de l'activité boursière au Canada au premier trimestre a été suivie d'un ralentissement au deuxième trimestre, le taux de croissance du secteur financier n'ayant atteint que 0,4 %.

Données stockées dans CANSIM: matrices 4677 à 4681.

Le numéro de juin 2000 de la publication *Produit intérieur brut par industrie* (15-001-XIF, 11 $ / 110 $) paraîtra en septembre. Une version imprimée est également disponible sur demande à un coût différent. Voir *Pour commander les produits.*

Pour plus de renseignements concernant l'achat de données, communiquez avec Yolande Chantigny en composant sans frais le 1 800 877-IMAD (*IMAD@statcan.ca*). Pour des renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Richard Evans au (613) 951-9145 (*evanric@statcan.ca*); Division des mesures et de l'analyse des industries. □

Produit intérieur brut au coût des facteurs par industrie aux prix de 1992

	Janvier 2000[r]	Février 2000[r]	Mars 2000[r]	Avril 2000[r]	Mai 2000[r]	Juin 2000[p]	Mai à juin 2000	Juin 2000	Juin 1999 à juin 2000
	données désaisonnalisées								
	var. mensuelle en %						var. en $[1]	niveau en $[1]	var. en %
Ensemble des secteurs	**0,5**	**-0,4**	**0,8**	**0,0**	**0,7**	**0,4**	**2 865**	**783 300**	**4,7**
Secteurs de biens	**0,9**	**-1,2**	**1,0**	**0,1**	**0,9**	**0,4**	**962**	**263 025**	**5,9**
Agriculture	0,2	-0,4	0,1	0,4	0,1	0,1	8	13 858	2,4
Pêche et piégeage	7,6	-0,1	-2,9	-2,5	0,9	-3,8	-29	727	-11,3
Exploitation forestière	-2,0	-3,1	5,0	-0,3	-0,3	-3,5	-164	4 549	-3,7
Mines, carrières et puits de pétrole	1,6	0,1	0,3	1,5	0,2	0,1	31	29 089	10,3
Industries manufacturières	0,8	-1,9	1,9	-0,4	1,8	0,7	1 046	145 340	7,0
Construction	0,7	-1,6	1,1	0,0	-1,8	0,6	248	42 951	3,1
Autres secteurs de services publics	1,5	1,3	-3,7	2,1	1,8	-0,7	-178	26 511	4,5
Secteurs de services	**0,3**	**0,0**	**0,8**	**-0,1**	**0,6**	**0,4**	**1 903**	**520 275**	**4,1**
Transport et entreposage	0,7	-0,5	2,0	-1,8	1,9	0,3	118	36 499	4,7
Communications	0,9	0,3	1,7	1,1	0,4	0,9	254	30 048	13,1
Commerce de gros	0,0	-1,2	1,6	-0,4	2,3	1,6	776	48 432	5,0
Commerce de détail	1,1	-1,3	1,4	-0,4	0,1	0,4	192	48 464	4,9
Intermédiaires financiers et assurances	1,4	1,8	1,1	-0,7	0,0	-0,9	-401	44 005	6,0
Services immobiliers et d'assurances	0,3	0,2	0,6	-0,2	0,4	0,2	131	81 274	2,4
Services aux entreprises	0,1	0,8	0,8	0,8	0,4	0,9	400	46 889	8,2
Services gouvernementaux	0,0	0,0	0,2	-0,2	0,5	0,0	-11	46 241	1,8
Services d'enseignement	-0,2	-0,1	-0,2	0,4	0,2	0,1	29	40 613	0,5
Services de soins de santé et sociaux	0,1	0,0	0,0	0,2	0,1	0,1	52	47 272	1,1
Hébergement et restauration	-0,7	0,6	0,5	0,3	0,8	0,8	151	20 198	3,4
Autres secteurs de services	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	0,7	212	30 340	2,3
Autres agrégations									
Production industrielle	1,0	-1,2	0,9	0,2	1,5	0,4	899	200 940	7,1
Biens fabriqués non durables	0,3	-2,1	0,8	0,2	1,3	0,7	443	59 867	4,6
Biens fabriqués durables	1,2	-1,7	2,7	-0,8	2,1	0,7	603	85 473	8,8
Secteur des entreprises	0,6	-0,5	1,0	0,0	0,7	0,4	2 791	653 196	5,5
Secteur non commercial	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,3	0,1	74	130 104	1,1

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
[1] *En millions de dollars, au taux annuel.*

Produit intérieur brut au coût des facteurs par industrie aux prix de 1992

	Premier trimestre de 1999[r]	Deuxième trimestre de 1999[r]	Troisième trimestre de 1999[r]	Quatrième trimestre de 1999[r]	Premier trimestre de 2000[r]	Deuxième trimestre de 2000[p]	Premier au deuxième trimestre de 2000	Deuxième trimestre de 2000	Deuxième trimestre de 1999 au deuxième trimestre de 2000
	données désaisonnalisées								
	var. trimestrielle en %						var. en $[1]	niveau en $[1]	var. en %
Secteurs de biens	**1,3**	**1,1**	**2,5**	**1,3**	**1,2**	**1,1**	**2 789**	**261 639**	**6,1**
Agriculture	2,3	1,5	2,4	0,2	0,0	0,4	61	13 848	3,0
Pêche et piégeage	12,1	1,0	-5,2	1,7	3,2	-5,1	-40	744	-5,6
Exploitation forestière	1,8	1,7	7,6	-1,2	-2,7	0,5	21	4 664	4,0
Mines, carrières et puits de pétrole	0,1	-1,4	3,0	3,5	2,3	1,9	548	29 052	11,2
Industries manufacturières	0,9	1,4	2,7	0,9	1,1	1,6	2 311	143 805	6,5
Construction	2,3	1,1	1,1	2,6	1,2	-0,8	-343	43 051	4,1
Autres secteurs de services publics	2,3	2,2	2,4	-0,1	1,8	0,9	229	26 474	4,9
Secteurs de services	**1,0**	**1,0**	**0,9**	**1,0**	**1,0**	**0,9**	**4 783**	**518 036**	**3,9**
Transport et entreposage	0,2	1,6	1,2	1,2	1,2	0,7	248	36 193	4,4
Communications	3,3	3,6	2,9	3,6	2,9	2,9	845	29 841	12,9
Commerce de gros	3,4	2,1	1,1	0,8	-0,6	2,4	1 093	47 557	3,7
Commerce de détail	2,2	-0,1	2,2	0,4	2,2	0,3	139	48 324	5,2
Intermédiaires financiers et assurances	-0,4	1,6	1,4	1,3	4,2	0,4	155	44 268	7,4
Services immobiliers et d'assurances	0,7	1,0	0,5	0,4	0,8	0,6	456	81 092	2,4
Services aux entreprises	1,8	2,0	1,9	2,2	1,8	2,1	953	46 566	8,2
Services gouvernementaux	0,4	0,7	0,4	0,9	0,1	0,3	137	46 173	1,7
Services d'enseignement	-0,4	0,1	0,0	0,3	-0,3	0,4	150	40 573	0,4
Services de soins de santé et sociaux	-0,4	-0,7	-0,2	0,4	0,1	0,3	129	47 225	0,6
Hébergement et restauration	2,7	-0,8	-0,3	1,3	-0,6	1,7	326	20 043	2,1
Autres secteurs de services	0,6	0,7	0,4	0,8	0,2	0,5	154	30 181	1,9
Autres agrégations									
Production industrielle	1,0	1,1	2,7	1,1	1,4	1,6	3 089	199 332	6,9
Biens fabriqués non durables	0,6	0,2	1,5	0,8	0,1	1,1	667	59 318	3,6
Biens fabriqués durables	1,1	2,2	3,6	0,9	1,8	2,0	1 644	84 487	8,6
Secteur des entreprises	1,4	1,2	1,7	1,2	1,3	1,1	7 175	649 749	5,5
Secteur non commercial	-0,1	0,1	0,1	0,5	-0,1	0,3	397	129 926	0,9

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
[1] *En millions de dollars, au taux annuel.*

■

NOUVEAUX PRODUITS

Estimations du revenu du travail, estimations mensuelles, juin 2000
Numéro au catalogue: 13F0016XDB (250$/1000$).

Estimations du revenu du travail, estimations mensuelles: Tableaux et document analytique, juin 2000
Numéro au catalogue: 13F0016XPB (20$/200$).

Comptes nationaux des revenus et dépenses, estimations trimestrielles, deuxième trimestre de 2000
Numéro au catalogue: 13-001-XDB (125$/500$).

Comptes nationaux des revenus et dépenses, estimations trimestrielles: Tableaux et document analytique, deuxième trimestre de 2000
Numéro au catalogue: 13-001-PPB (50$/180$).

Comptes des flux financiers, estimations trimestrielles, deuxième trimestre 2000
Numéro au catalogue: 13-014-XDB (300$/1200$).

Comptes des flux financiers, estimations trimestrielles: Tableaux et document analytique, deuxième trimestre de 2000
Numéro au catalogue: 13-014-PPB (50$/180$).

L'effet de l'offre d'une récompense sur les taux de réponse à l'Enquête sur les dépenses des ménages, 1997
Numéro au catalogue: 62F0026MIF
(Gratuit).

Commerce de détail, juin 2000
Numéro au catalogue: 63-005-XPB (21$/206$).

Emploi, gains et durée du travail, juin 2000
Numéro au catalogue: 72-002-XPB (32$/320$).

Pondération longitudinale et transversale de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, 1997
Numéro au catalogue: 75F0002MIF
(Gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF, la version micro-fiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone:

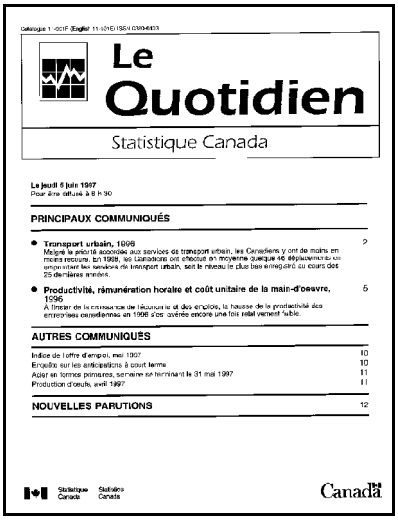
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez:	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à *order@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca),* sous les rubriques *Produits et services, Publications téléchargeables.*

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- Transport urbain, 1996 — 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements de moins utilisant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'oeuvre, 1996 — 5
  À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 — 10
Enquête sur les anticipations à court terme — 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 — 11
Production d'oeufs, avril 1997 — 11

NOUVELLES PARUTIONS — 12

Statistique Canada / Statistics Canada — Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, belajul@statcan.ca
Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, simamad@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2000. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS: SEPTEMBRE 2000

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
5	**Permis de bâtir**	Juillet 2000
5	**Les jeunes ruraux: rester, quitter, revenir**	1991-1996
6	**Indice de l'offre d'emploi**	Août 2000
6	**L'emploi et le revenu en perspectives**	Automne 2000
8	**Enquête sur la population active**	Août 2000
8	**Taux d'utilisation de la capacité industrielle**	Avril à juin 2000
11	**Indice des prix des logements neufs**	Juillet 2000
12	**Tendances sociales canadiennes**	Automne 2000
12	**Série de rapports sur les grandes cultures: estimations de la production des principales grandes cultures au 31 juillet**	2000
14	**Indice des prix à la consommation**	Août 2000
14	**Ventes de véhicules automobiles neufs**	Juillet 2000
18	**Indice composite**	Août 2000
19	**Enquête mensuelle sur les industries manufacturières**	Juillet 2000
20	**Assurance-emploi**	Juillet 2000
20	**Commerce international de marchandises du Canada**	Juillet 2000
20	**Commerce de gros**	Juillet 2000
21	**Commerce de détail**	Juillet 2000
21	**Le point sur la population active: embauches et cessations**	1998-1999
25	**Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières**	Juillet 2000
27	**Emploi, rémunération et heures de travail**	Juillet 2000
28	**Indices des prix des produits industriels et des matières brutes**	Août 2000
29	**Indicateurs nationaux du tourisme**	Deuxième trimestre de 2000
29	**Produit intérieur brut réel par industrie au coût des facteurs**	Juillet 2000